

# « Si on laisse les inégalités se poursuivre, il y a un risque de rupture du pacte républicain ». Entretien avec Louis Maurin de l'Observatoire des inégalités

23 janvier 2018



## Pourquoi une collectivité locale [1] aurait-elle recours à l'Observatoire des inégalités ?

Pour les collectivités locales, qui sont des acteurs de la société tout comme les associations, les entreprises ou les citoyens en général, pour pouvoir comprendre et intervenir dans la société d'aujourd'hui, il y a un besoin de connaissance sur la mise en œuvre des politiques publiques. Pas seulement en ce qui concerne les inégalités, bien sûr, mais c'est au niveau des inégalités, aujourd'hui, que « cela coince », que les tensions sont alimentées.

Si l'on observe les choses de façon trop surplombante, on masque derrière les moyennes des écarts qui, au niveau local, peuvent être tout à fait considérables. On ne comprend alors plus ce qui se passe. Prenons l'exemple de Paris : on considère la capitale comme une ville bourgeoise alors qu'à l'intérieur de Paris, il y a des arrondissements qui ont la taille de villes entières – notamment au nord et au nord-est – où des poches de pauvreté sont très importantes. Toute une partie de Paris reste très loin d'être une ville bourgeoise. Cette situation se reproduit dans toutes les grandes villes.

Si on ne comprend pas notamment la situation des revenus, on rate l'analyse des besoins sociaux et on risque de mettre en œuvre des politiques qui ne soient pas adaptées aux besoins d'aujourd'hui. Pour autant, il faut se garder d'une lecture catastrophiste de la société française et de la ville. Par exemple, une commune dans laquelle il y a des inégalités est une ville où il y a des populations mélangées. Il faut faire attention à ne pas poser des normes de façon trop simpliste. Enfin, il me semble que pouvoir diagnostiquer ce qui se passe dans une société est indispensable si on veut mettre en œuvre des politiques adaptées.

## Quels types d'actions mène l'Observatoire avec les collectivités ?

D'abord, nous intervenons au niveau national dans le débat public sur les inégalités. Mais le travail avec les collectivités est, pour nous, un champ important de compréhension de ce qui existe dans le pays tout en faisant attention à ne pas masquer par des moyennes trop générales les phénomènes territoriaux.

Nous intervenons très souvent pour présenter nos données, notre état des lieux, dans toute la France, auprès de collectivités ou d'associations. Nous collaborons avec de nombreux réseaux d'observation sociale. Pas seulement d'institutions ou de collectivités, mais aussi de réseaux inter-institutions, d'organismes, par exemple les centres de ressources de la politique de la Ville. Nous avons développé un diagnostic des inégalités au niveau local qui a déjà été appliqué dans quelques communes.

Cela peut être à la fois un travail sur les inégalités pour une collectivité donnée, mais aussi un travail transversal sur un ensemble de collectivités. Nous avons par exemple travaillé récemment sur la question des inégalités femmes-hommes en partenariat avec Villes au carré, un centre de ressources sur la politique de la Ville en région Centre-Val de Loire. Nous travaillons dans ces domaines-là en partenariat avec le Compas, un bureau d'étude spécialiste des observations sociales des données locales, pour lequel je travaille par ailleurs.

Il faut aussi noter que nous avons le soutien de la Région Centre-Val de Loire qui appuie l'Observatoire des inégalités à travers le dispositif

## Quel montant attendez-vous collecter avec [cet appel à soutien](#) ?

Nous ne nous fixons aucun objectif. L'Observatoire des inégalités vit de ce type d'appels aux dons. Nous appelons à nous soutenir tous ceux qui sont concernés par les questions des inégalités. Cela peut aller des 5-10 euros que va nous donner un étudiant à des soutiens beaucoup plus importants de personnes qui ont plus de revenus. Si nous existons, c'est grâce à tous ces soutiens. Il y a, dans notre pays, tout un ensemble de personnes très sensibles à l'existence d'un système d'information sur les inégalités, indépendant de tout parti politique, de toute association. Pour nous, c'est un appui matériel mais aussi un soutien moral. C'est vraiment revigorant de voir qu'autant de personnes partagent nos valeurs et nous aident dans notre travail.

Nous sommes un organisme qui porte un discours sur les inégalités de façon critique, informée, et qui n'utilise pas la question des inégalités comme un produit « marketing ». Nous essayons de faire la part des choses. Dire, par exemple, quand la situation des inégalités s'améliore. Nous n'essayons pas de profiter des inégalités pour alimenter un discours « dramatisateur », dans l'exagération. Il y a un vrai besoin pour cela, dans une société où le « buzz », l'inflation des propos commence à avoir un effet assourdissant pour beaucoup d'acteurs.

Dans la société d'aujourd'hui, on espère que c'est ce qu'entendront les membres des collectivités locales – qu'ils soient citoyens, élus ou agents... Si on laisse les choses se faire, si on ne met pas les choses clairement sur la table, il y a un risque de rupture du pacte républicain, d'alimentation des tensions. La démocratie n'est pas intouchable, elle peut être en péril si on continue à alimenter les inégalités, notamment les privilèges des catégories les plus favorisées. Nous restons néanmoins optimistes. Sinon, nous ne ferions pas un observatoire des inégalités.

## Quelle sera l'utilisation de l'argent récolté ?

On fait appel à la générosité publique, il faut donc rendre des comptes. Nos axes de développement pour 2018 vont dans deux grandes directions. La première est la question des jeunes : nous pensons que si l'on veut entretenir la valeur d'égalité à long terme, il faut d'abord en discuter avec les jeunes, essayer de comprendre comment ils appréhendent cette question et leur donner de bonnes informations.

Il existe un vrai besoin, une vraie sensibilité autour de cette thématique parmi les plus jeunes. C'est un enjeu clé de diffuser les valeurs qu'affiche notre société, qu'exige notre citoyenneté.

Le deuxième axe est de mettre l'accent sur l'explication des phénomènes sociaux, c'est ce que nous avons toujours fait. Nous devrions en particulier publier un ouvrage, courant juin, autour de la question « Comprendre les inégalités ». On a déjà travaillé sur l'état des inégalités, sur « Que faire contre les inégalités ? » ; nous voudrions finir la trilogie. Coucher sur le papier les informations qu'on peut donner sur notre site internet ou lors de nos formations pour fournir un guide, « un manuel de survie », pour comprendre les inégalités aujourd'hui.

Par ailleurs, nous continuons à alimenter nos données régulièrement. L'état des lieux est sans fin. Il faut situer les choses : les inégalités se reproduisent, se multiplient, se diversifient. Donc notre rôle est, en permanence, d'essayer de rendre compte de tout cela.

Propos recueillis par Isabelle Raynaud. Entretien extrait de [laGazette.fr](#), paru le 15 janvier 2018

Photo / © C. Chigot

[1] Lagazette.fr est un magazine qui s'adresse aux acteurs des collectivités territoriales, NDLR.

---

Emplacement :

[Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Actualité de l'Observatoire](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Si-on-laisse-les-inegalites-se-poursuivre-il-y-a-un-risque-de-rupture-du-pacte>